

Le gouvernement saisit l'Autorité de la concurrence

© 23/10/2014 |  Terre-net Média

Paris, 23 oct 2014 (AFP) - Le ministre de l'Economie Emmanuel Macron a annoncé jeudi que le gouvernement allait « demander un avis à l'Autorité de la concurrence » concernant les récents regroupements de centrales d'achats dans la grande distribution « pour que l'esprit de transparence règne ».

Le ministre s'exprimait à l'issue d'une réunion au ministère de l'Agriculture entre agriculteurs, industriels et distributeurs sur les risques inhérents à **la guerre des prix** dans la grande distribution. Les discussions se sont déroulées dans un « esprit très constructif », a souligné Emmanuel Macron. Concernant les regroupements, « ce ne sont pas des concentrations donc il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure » mais « il faut être vigilant (...) pour s'assurer d'une parfaite transparence dans l'application de la loi », a-t-il déclaré.

Outre la saisie de l'Autorité de la concurrence, le gouvernement va mettre en place un comité de suivi concernant notamment l'utilisation du crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice). Le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a déclaré que le Cice devrait « être employé pour l'emploi et pas pour la guerre des prix ». « L'esprit n'est pas d'aller taper les uns sur les autres, il n'y a pas de stigmatisation mais s'il y a des pratiques abusives, elles seront sanctionnées », a affirmé Emmanuel Macron.

La grande distribution « a pris des engagements de ne pas utiliser le Cice au service de la guerre des prix », a ajouté Stéphane Le Foll, répétant que la guerre des prix ne menait à rien et qu'elle ne provoquait plus d'augmentation des chiffres d'affaires dans la grande distribution. « Il fallait sortir de la logique de guerre, c'était l'objet de cette réunion. On reste vigilants mais dans une volonté de dialogue », a-t-il conclu.

Les négociations commerciales pour fixer les tarifs des produits de grande consommation pour l'année viennent de commencer. Depuis deux ans, les réunions de médiation de ce type se sont multipliées, sans grand succès. Lundi, le Premier ministre Manuel Valls, a appelé les enseignes à « jouer le jeu du patriotisme alimentaire ».